



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 19 juillet 2013
(OR. en)**

**9061/2/13
REV 2**

LIMITE

**COPEN 74
EJUSTICE 39
JURINFO 16**

NOTE

du:	Secrétariat général du Conseil
aux:	délégations
Objet:	ECRIS - Manuel non contraignant à l'intention des praticiens

En vue de la réunion du groupe des "Amis de la présidence" (ECRIS) de septembre 2013, les délégations trouveront en annexe un projet de manuel à l'intention des praticiens, que la présidence a élaboré en tenant compte des observations qu'elles ont formulées.

Le document qui figure en annexe n'est pas tout à fait complet. Une version complète a été mise à la disposition des délégations via le réseau CIRCABC.

Système européen d'information sur les casiers judiciaires

ECRIS

Manuel non contraignant à l'intention des praticiens

HISTORIQUE DU DOCUMENT

Le présent document est une version révisée du manuel non contraignant à l'intention des praticiens, ci-après dénommé "manuel". La première version a été approuvée lors d'une réunion du groupe "Coopération en matière pénale" (COPEN) tenue le 9 mars 2011. Au cours de réunions ultérieures, le COPEN a examiné le contenu et l'objet du présent manuel à mesure qu'il évoluait. La présente version révisée a encore été étoffée, dans le but de prendre en compte des questions pratiques et fréquemment posées au cours de l'utilisation du système ECRIS, en ce qui concerne des thèmes en rapport avec ECRIS ou spécifiques par pays.

ECRIS - MANUEL NON CONTRAIGNANT À L'INTENTION DES PRATICIENS

TABLE DES MATIÈRES

HISTORIQUE DU DOCUMENT	3
1. DOCUMENT	6
1.1 Objet	6
1.2 Procédure de communication d'informations actualisées	6
1.3 CIRCABC	7
2. INTRODUCTION	8
2.1 Contexte	8
2.2 Dispositions et obligations légales	9
2.3 Service d'assistance technique (Helpdesk)	10
3. PROCÉDURES D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS ECRIS	11
3.1 Demandes	11
3.1.1 Délai de réponse à une demande	12
3.1.2 Refus de donner suite à une demande	13
3.1.3 Problème concernant la demande	13
3.1.4 Demandes d'informations complémentaires	14
3.1.5 Réponse à une demande	15
3.2 Notifications	16
3.2.1 Message "Notification"	17
3.2.2 Notification de modifications ultérieures	17
3.2.3 Message "Fin de la période de conservation"	17
3.2.4 Notification de la fixation d'une peine générale	18
3.2.5 Réception de la notification	19
3.2.6 Problème de notification	19
3.2.7 Message "Annulation"	20
3.3 Informations obligatoires requises et données facultatives à des fins d'échange, de stockage et de retransmission	21
3.4 Utilisation des paramètres	22
3.4.1 Utilisation de la valeur "INCONNU"	25
3.5 Utilisation du champ des observations	25
3.6 Échange d'empreintes digitales	25
3.7 Ressortissants de pays tiers	26
3.8 Demande concernant un ressortissant d'un autre État membre de l'UE27	27
3.9 Conditions d'utilisation des données à caractère personnel	28
3.10 Traduction	30

4.	INFORMATIONS SPÉCIFIQUES PAR PAYS	31
4.1	Coordonnées des autorités centrales	31
4.2	Régime linguistique	31
4.3	Identification des délinquants	32
4.3.1	Exigences par pays en matière d'identification	32
4.3.2	Procédure de confirmation d'identité	33
4.4	Obtenir des copies des condamnations	34
4.5	Règles en matière de conservation et de suppression	34
4.6	Échanges à des fins autres qu'une procédure pénale.....	35
4.7	Jours fériés	36
4.8	Tableaux de références communs	37
4.9	Liste des infractions et des sanctions nationales.....	37
5.	ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	38

ECRIS - MANUEL NON CONTRAIGNANT À L'INTENTION DES PRATICIENS

1. DOCUMENT

1.1 Objet

Le présent manuel a pour objet de fournir à l'ensemble des utilisateurs de l'ECRIS une aide et des orientations pratiques pour l'utilisation du mécanisme d'échange de casiers judiciaires. Conformément à la décision 2009/316/JAI du Conseil, il comprend notamment des informations concernant l'identification des auteurs d'infractions et les listes d'infractions et de peines fournies par les États membres. Comme l'indique son titre, il n'est pas juridiquement contraignant mais fait référence à d'autres documents contraignants. Il y est fait mention du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis" (analyse fonctionnelle et opérationnelle des spécifications techniques ECRIS), qui fournit des informations techniques plus détaillées sur le système et a été communiquée aux autorités centrales de tous les États membres.

Le présent manuel ECRIS s'adresse aux utilisateurs finaux des autorités centrales de l'ensemble des États membres de l'Union européenne, ci-après dénommée UE, aux praticiens du droit, au personnel judiciaire et aux autorités administratives. Il s'agit de permettre à ces praticiens de comprendre et de mettre à profit les procédures d'obtention des condamnations pénales prononcées à l'encontre d'une personne dans d'autres États membres. Les informations concernées sont détaillées au point 3. En outre, le présent manuel comporte, au point 4, les réponses apportées par les États membres aux demandes d'informations courantes ainsi que des cas concrets présentés sous la forme d'informations spécifiques par pays, qui peuvent être particulièrement utiles au personnel des autorités centrales.

1.2 Procédure de communication d'informations actualisées

La procédure de communication d'informations actualisées concernant le manuel à l'intention des praticiens est décrite sur le site web du CIRCABC, à l'adresse suivante: <https://circabc.europa.eu>.

Le manuel est disponible sous forme électronique sur le site web du CIRCABC, à l'adresse suivante: <https://circabc.europa.eu>.

Le stockage centralisé du document en permet l'actualisation efficace sur un seul site. Ce document peut ensuite être téléchargé et chaque État membre peut faire le nécessaire pour le mettre à la disposition des praticiens concernés.

1.3 CIRCABC

Le CIRCABC est un site web de la Commission européenne permettant de créer des espaces de travail partagés dans lesquels les utilisateurs peuvent s'enregistrer pour avoir accès au contenu de groupes d'intérêt spécifiques. Le programme de soutien du système ECRIS (ci-après dénommé "ESP") dispose d'un groupe d'intérêt sur ce site, dont l'accès est restreint et pour lequel l'enregistrement doit être demandé et approuvé.

Le point 4 du présent manuel fait référence aux documents suivants, qui sont hébergés par le groupe d'intérêt de l'ESP sur le CIRCABC:

- coordonnées des autorités centrales,
- tableau des langues acceptées,
- procédure de confirmation d'identité,
- demandes d'informations complémentaires,
- conservation des informations relatives aux casiers judiciaires,
- guide de référence pour les demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale,
- jours fériés dans les États membres de l'UE,
- système ECRIS - Gestion des tableaux de référence communs (CRT),
- dossier: Tableaux des infractions,
- dossier: Tableaux des peines.

L'enregistrement auprès du CIRCABC est requis pour accéder à ces documents et est donc vivement conseillé. Pour s'enregistrer, il faut se rendre sur le site web du CIRCABC, sélectionner "Pas encore enregistré" sur la page d'accueil et suivre les instructions apparaissant à l'écran.

Pour vous enregistrer auprès du CIRCABC, veuillez contacter la Commission européenne.

Mode "Access only": accès à l'ensemble des espaces du groupe d'intérêt, à l'exception des paramètres d'environnement et des fichiers statistiques. Les espaces dont l'accès est restreint nécessitent d'obtenir une autorisation distincte de l'ESP avant d'accéder aux informations; cette autorisation peut être demandée à la Commission européenne. Le mode "Access only" vous permet de télécharger et de visualiser des documents du groupe; aucun droit n'est accordé en matière d'édition.

Mode "Country page editor": mêmes accès que pour le mode "Access only" plus des autorisations "admin" pour les espaces comportant des pages spécifiques par pays qui sont actualisées directement par les pays. Ces espaces comprennent les pages où sont conservés le manuel non contraignant à l'intention des praticiens, les tableaux de référence communs et les tableaux de référence nationaux.

Des droits peuvent également être accordés pour permettre l'accès à certains fichiers du CIRCABC dont l'accès est restreint, à des fins de gestion d'informations techniques et statistiques.

2. INTRODUCTION

2.1 Contexte

L'échange de casiers judiciaires entre États membres de l'UE a été réglementé pour la première fois par la convention européenne de 1959 sur l'entraide judiciaire en matière pénale, en particulier ses articles 13 et 22. Les États membres s'échangeaient déjà des informations auparavant mais le faisaient la plupart du temps sur une base bilatérale. La convention est venue structurer cet échange d'informations, notamment en instaurant un échange annuel d'informations sur les condamnations, mais elle n'a pas précisé les délais de réponse aux demandes d'entraide judiciaire, et il n'y a pas eu d'automatisation en ce qui concerne les informations envoyées au format papier.

La proposition d'interconnexion des casiers judiciaires européens et d'automatisation des échanges d'informations a vu le jour en janvier 2003, à la suite d'un sommet franco-allemand. Lors de ce sommet, les ministres français et allemand de la justice ont été invités à rechercher des moyens de faciliter l'accès des juges nationaux aux informations relatives aux casiers judiciaires des personnes physiques. Peu après, la France et l'Allemagne ont été rejointes par l'Espagne et la Belgique, et le réseau des registres judiciaires a été mis en place. L'interconnexion et l'échange automatisé des avis de condamnation et des extraits de casiers judiciaires sont devenus effectifs entre les quatre États, le 31 mars 2006¹.

En 2005, la publication d'un livre blanc de la Commission a été suivie par l'adoption de la décision 2005/876/JAI. En plus de fixer des délais pour les réponses aux demandes, cette nouvelle décision imposait à chaque pays de mettre en place une autorité centrale, qui serait le point de contact désigné pour l'échange de casiers judiciaires.

À la suite de recommandations du Conseil et après consultation des États membres, la Commission européenne a présenté une proposition appelée à devenir la décision-cadre 2008/675/JAI du Conseil, qui prévoyait de considérer les condamnations prononcées dans d'autres États membres comme ayant le même effet que les condamnations prononcées au niveau national. À cette décision-cadre est venue s'ajouter la décision 2009/316/JAI du Conseil, axée sur la mise en place du système ECRIS, c'est-à-dire d'un système électronique destiné à l'échange de casiers judiciaires, qui remplace le système pilote NJR et associe l'ensemble des États membres.

¹ Les États suivants ont rejoint le projet par la suite: le Luxembourg, la Pologne et la République tchèque en 2008; la Slovaquie et la Bulgarie en 2009; l'Italie en 2010; et le Royaume-Uni en 2011, puis le Portugal, les Pays-Bas, la Lituanie, la Suède et la Slovénie.

Le système ECRIS repose sur une architecture informatique décentralisée. Les données des casiers judiciaires sont conservées uniquement dans des bases de données nationales et échangées par voie électronique entre autorités centrales des États membres de l'UE au moyen d'un modèle européen normalisé. Les principes généraux régissant l'échange d'informations et le fonctionnement du système sont énoncés dans la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil concernant l'échange d'informations sur les casiers judiciaires et dans la décision 2009/316/JAI du Conseil relative à la création du système ECRIS.

L'échange d'informations sur les condamnations effectué à l'aide du mécanisme commun qu'est le système ECRIS présente plusieurs avantages pour les États membres connectés. La rapidité et l'efficacité avec lesquelles les informations sont transmises, ainsi que l'automatisation du processus d'échange, se traduiront par une amélioration de la sûreté publique et apporteront des avantages d'ordre sociétal pour quelque cinq cents millions de citoyens de l'UE. Le système permettra aussi de faciliter l'accès des juges et des procureurs à des informations détaillées sur les antécédents de tout citoyen de l'UE condamné, indépendamment de l'État membre dans lequel celui-ci a été condamné. En empêchant les auteurs d'infractions d'échapper à leur passé judiciaire par le passage d'un État membre de l'UE à un autre, le système pourrait également contribuer à prévenir les infractions.

La sécurité des données est aussi renforcée dans la mesure où sTESTA est un réseau central sécurisé. Tous les messages émanant de l'autorité centrale d'un État membre sont transmis par le réseau sTESTA, conformément aux spécifications techniques ECRIS.

2.2 Dispositions et obligations légales

La décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil prévoit d'imposer les obligations suivantes à l'État membre de condamnation:

- chaque État membre prend les mesures nécessaires pour veiller à consigner la nationalité d'une personne condamnée lorsque celle-ci est un ressortissant d'un ou de plusieurs autres États membres;
- l'État membre de condamnation communique, le plus tôt possible, à l'État ou aux États membres de nationalité de la personne concernée, les condamnations prononcées, qui figurent dans son casier judiciaire;
- si une personne condamnée dans un État membre est un ressortissant de plusieurs autres États membres, chacun de ceux-ci est informé de la ou des condamnations;
- les modifications ou suppressions effectuées ultérieurement par l'État membre de condamnation dans le casier judiciaire sont transmises sans délai à l'État ou aux États membres de nationalité;
- une copie de la condamnation et des mesures ultérieures ainsi que tout autre renseignement qui s'y rapporte sont transmis à l'État membre requis, dans des cas particuliers pour lui permettre de déterminer si cette condamnation et les mesures ultérieures requièrent de prendre des mesures au niveau national.

La décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil prévoit d'imposer les obligations suivantes à l'État membre de nationalité:

- toutes les informations transmises au sujet de condamnations pénales sont conservées aux fins de retransmission;
- toute modification ou suppression effectuée dans le casier judiciaire de l'État membre de condamnation entraîne une modification ou suppression identique par l'État membre de nationalité;
- aux fins de retransmission, seules les informations actualisées sont communiquées (s'il y a lieu).

La décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil permet aussi à un État membre:

- d'adresser une demande d'informations extraites du casier judiciaire aux fins d'une procédure pénale;
- d'adresser une demande à des fins autres qu'une procédure pénale conformément à son droit national;
- de répondre à une demande à des fins autres qu'une procédure pénale conformément à son droit national.

2.3 Service d'assistance technique (Helpdesk)

L'article 3 de la décision 2009/316/JAI du Conseil impose à la Commission européenne de fournir un appui général et une assistance technique pour le système ECRIS. La Commission européenne peut décider d'organiser des réunions d'experts consacrées au système ECRIS; ces dernières devraient être convoquées à chaque fois que des questions importantes le justifient, afin d'assurer de manière constante le bon fonctionnement du système. Toute question dont l'examen est proposé lors d'une réunion d'experts ECRIS devrait être soumise à la Commission européenne.

3. PROCÉDURES D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS ECRIS

Les informations qui relèvent de la présente partie du manuel portent sur les aspects pratiques de l'échange d'informations et sur l'utilisation générale du système ECRIS.

Le contenu des messages spécifiques qui peuvent être envoyés dans le cadre du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis" et dans l'annexe de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil. Les informations doivent être transmises par les États membres conformément aux structures, règles et formats normalisés, ainsi qu'être aussi complètes que possible pour permettre à l'État membre destinataire de les traiter comme il convient.

3.1 Demandes

L'article 6 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil décrit la procédure à suivre pour adresser des demandes d'informations sur des condamnations. L'annexe de cette décision contient un modèle pour l'envoi des demandes et des réponses aux demandes.

Des demandes d'informations sur des condamnations passées peuvent être soumises aux fins d'une procédure pénale ou à d'autres fins. Dans le cas d'une procédure pénale, un État membre est légalement tenu de répondre à la demande. Lorsqu'une demande est adressée à des fins autres qu'une procédure pénale, l'autorité centrale requise y répond conformément à son droit national. Les demandes sont répertoriées par les autorités compétentes et transmises aux autorités centrales, qui les traitent.

Les demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale peuvent être du type suivant:

- demande adressée par une autorité administrative compétente aux fins d'une procédure non pénale;
- demande adressée à des fins d'enquêtes menées dans le cadre d'un recrutement professionnel;
- demande émanant d'une personne souhaitant recevoir des informations sur son casier judiciaire aux fins d'une procédure non pénale;
- demande d'obtention d'une attestation nécessaire pour se présenter à des élections.

Des demandes peuvent également être adressées par:

- une autorité judiciaire;
- une autorité administrative compétente;
- une personne souhaitant recevoir des informations sur son casier judiciaire;
- un employeur.

Le message de demande contient les éléments suivants:

- des informations sur l'autorité requérante;
- des informations d'identification de la personne concernée;
- la finalité de la demande;
- des informations complémentaires telles que le numéro de l'affaire, le consentement de la personne mentionnée dans la demande (si nécessaire), l'urgence de la demande et des observations diverses.

Les informations fournies devraient être aussi complètes que possible pour permettre à l'État membre requis de traiter correctement la demande. Avant de soumettre celle-ci, il peut être souhaitable de vérifier si l'État membre requis a besoin de détails spécifiques et de voir quelles sont les procédures utilisées pour la vérification d'une identité².

3.1.1 Délai de réponse à une demande

Conformément à l'article 8 de la décision-cadre 2009/315/JAI, les réponses aux demandes adressées à toute fin par une autorité judiciaire ou administrative sont transmises immédiatement et, en tout état de cause, dans un délai qui ne peut dépasser dix jours ouvrables à compter du jour de réception de la demande, à l'autorité centrale de l'État membre requérant. Si la demande émane d'une personne souhaitant recevoir des informations figurant dans son casier judiciaire, le délai est fixé à vingt jours ouvrables à compter du jour de réception de la demande. Les délais précités s'appliquent aux demandes adressées aux fins d'une procédure pénale ou à d'autres fins. Ils sont fondés sur le calendrier propre aux États membres requis, compte tenu des jours fériés et des jours de fermeture des bureaux. Un tableau indiquant les jours fériés dans chaque État membre figure sur le site web du CIRCABC.

Le message "Délai de réponse à la demande" permet à l'État membre requis de communiquer le délai de réponse légal à l'État membre requérant. Le même type de message est utilisé par l'État membre requis, pour la communication du délai légal initial et, s'il y a lieu, pour celle d'un nouveau délai.

De plus amples informations sur la gestion des délais dans le système ECRIS figurent aux points 6.1 et 6.2 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis".

² Voir point 4.3.

3.1.2 Refus de donner suite à une demande

Le message "Refus de donner suite à une demande" ne peut être utilisé que pour répondre à des demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale. Il est envoyé lorsque l'État membre requis ne peut donner de réponse en raison de ses dispositions législatives ou de ses directives nationales³.

- Exemple: en raison de ses dispositions législatives ou de ses directives nationales, l'État membre requis ne peut répondre à la demande adressée à des fins autres qu'une procédure pénale car une telle réponse nécessite le consentement de la personne concernée.

3.1.3 Problème concernant la demande

Lorsqu'une demande peut être traitée, les États membres devraient effectuer une recherche dans leurs systèmes pour identifier la personne sur laquelle porte la demande. Le message "Problème concernant la demande" est utilisé par l'État membre requis pour informer l'État membre requérant de l'impossibilité de répondre à sa demande. On peut envoyer ce type de message dans les circonstances suivantes:

- la personne en question n'est pas un ressortissant de l'État membre requis (celui-ci est absolument certain que cette personne n'existe pas ou n'est pas l'un de ses ressortissants);
- les données à caractère personnel fournies dans la demande ne permettent pas à l'État membre requis d'identifier une personne sans ambiguïté (il se trouve que les données en question correspondent à plusieurs personnes);
- la personne en question est décédée;
- les (éventuelles) empreintes digitales transmises ne correspondent pas à l'identité communiquée.

Lors de l'envoi d'un message "Problème concernant la demande", l'un des motifs susmentionnés doit être communiqué à l'État membre requérant. Il s'agit de champs obligatoires aux valeurs prédéfinies, dont l'un doit être sélectionné.

³ Plusieurs États membres appliquent leurs propres directives internes lorsqu'ils répondent à des demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale.

3.1.4 Demandes d'informations complémentaires

Lors de la réception de notifications ou de demandes, il est important de pouvoir identifier, clairement et sans ambiguïté, une seule personne correspondant aux données d'identification fournies dans le message de notification ou de demande. Lorsqu'il n'est pas possible d'identifier une telle personne, l'État membre notifié ou requis peut demander des informations d'identification complémentaires à l'État membre de condamnation ou requérant en envoyant un message "Demande d'informations d'identification complémentaires".

La demande d'informations complémentaires peut être soumise lors de la réception d'une notification ou d'une demande. Un message de demande d'informations complémentaires impose à l'État membre de condamnation ou requérant d'y répondre en fournissant des informations complémentaires ou en indiquant ne pas disposer de telles informations. Les deux États membres concernés devraient être encouragés à poursuivre leurs échanges pour augmenter les chances de trouver la personne concernée.

- Exemple: la demande d'informations complémentaires la plus courante porte sur les données d'identification. Afin d'identifier, clairement et sans ambiguïté, une seule personne dans la base de données de l'État membre requis ou notifié, l'autorité centrale indique, dans la demande d'informations complémentaires, la liste des éléments d'identification qui seraient utiles pour y parvenir.
- L'État membre d'origine peut alors répondre en envoyant:
 - soit un message "Informations d'identification complémentaires". Celui-ci est envoyé lorsque des informations complémentaires sont disponibles, et il permet à l'État membre qui a demandé les informations de continuer à rechercher la personne concernée;
 - soit un message "Informations d'identification complémentaires non disponibles". Celui-ci est envoyé lorsqu'aucune information complémentaire n'est disponible: l'État membre qui a demandé les informations devra alors prendre une décision quant à la manière de poursuivre ses recherches sur la base du message reçu initialement.

Si l'État membre requérant reçoit un message "Informations d'identification complémentaires non disponibles" en réponse à sa demande d'informations complémentaires et que la notification ou la demande ne peut donc être traitée, il convient de répondre par un message "Problème de notification". Il est déconseillé d'envoyer un message "Erreur fonctionnelle" à la place d'un message "Problème de notification"⁴.

⁴ Voir point 3.2.6.

Si des informations complémentaires peuvent être fournies, la procédure de recherche doit être relancée. L'utilisateur répondra alors à la demande par l'une des indications suivantes:

- réponse à la demande, qu'il y ait ou non des condamnations à communiquer;
- la personne n'est pas un ressortissant de l'État membre, auquel cas la demande sera rejetée et un message "Problème concernant la demande", émis;
- la personne est décédée, auquel cas la demande sera rejetée et un message "Problème concernant la demande", émis;
- les (éventuelles) empreintes digitales transmises ne correspondent pas à l'identité communiquée, auquel cas la demande sera rejetée et un message "Problème concernant la demande", émis;
- il se trouve que plusieurs personnes correspondent aux informations d'identification fournies, auquel cas la demande sera rejetée et un message "Problème concernant la demande", émis.

La base juridique et les spécifications techniques du système ECRIS précisent qu'un nouveau délai ne sera accordé que si des informations complémentaires sont fournies. Si aucune information complémentaire n'est disponible, le système enverra un message "Nouveau délai" en indiquant toutefois le même délai initial qu'auparavant.

Le ou les utilisateurs finaux des autorités centrales ne devraient pas envoyer plus d'une demande par type d'informations complémentaires. Cependant, l'envoi de plusieurs demandes pour différents types d'informations complémentaires est encouragé, et il peut y être recouru.

- Exemple: une demande d'informations complémentaires concernant un éventuel alias ou pseudonyme pourrait être envoyée et suivie d'une deuxième demande d'informations complémentaires concernant la finalité de la demande.

3.1.5 Réponse à une demande

Un message "Réponse à la demande" est envoyé par l'État membre requis à l'État membre requérant pour fournir les informations relatives aux condamnations extraites du casier judiciaire national. Un message "Réponse à la demande" ne devrait être envoyé que si la demande peut être traitée et qu'une seule personne corresponde aux données d'identification.

Toute réponse à une demande adressée aux fins d'une procédure pénale devrait contenir les éléments suivants:

- les informations d'identification figurant dans le casier judiciaire de l'État membre requis (s'il en existe);
- les condamnations prononcées dans l'État membre de nationalité et inscrites dans le casier judiciaire;

- les condamnations prononcées dans d'autres États membres qui ont été transmises à l'État membre de nationalité après le 27 avril 2012, en application de l'article 4, et qui ont été conservées conformément à l'article 5, paragraphes 1 et 2;
- les condamnations prononcées dans d'autres États membres qui lui ont été transmises avant le 27 avril 2012 et ont été inscrites dans le casier judiciaire;
- les condamnations prononcées dans des pays tiers qui lui ont été ultérieurement transmises et ont été inscrites dans le casier judiciaire.

3.2 Notifications

Les articles 4, 5 et 11 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil décrivent la procédure de transmission des notifications. L'État membre de condamnation est ainsi tenu d'informer l'autorité centrale de l'État ou des États membres de nationalité de la personne condamnée des condamnations prononcées sur son territoire à l'encontre de ladite personne, ainsi que des modifications ou suppressions ultérieures des informations ayant une incidence sur les informations relatives à ces condamnations. Si la condamnation concerne une personne ayant plusieurs nationalités, la procédure de notification devrait être engagée à l'adresse de chaque État membre dont cette personne est un ressortissant.

La décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil impose également à l'État ou aux États membres de nationalité de conserver les données de notification aux fins de retransmission, sans pour autant préciser où ces données devraient être enregistrées. Les informations relatives aux condamnations ne doivent pas nécessairement être conservées dans le casier judiciaire d'un État membre qui ne procède généralement pas de la sorte.

Tous les messages seront saisis et transmis sur la base du logiciel ECRIS national de l'État membre. Les informations doivent être aussi complètes et précises que possible afin de permettre à l'État membre destinataire de les traiter correctement.

Bien qu'il n'y ait pas de base juridique pour les délais applicables à la transmission des notifications, une règle du logiciel ECRIS fixe à trente jours calendaires le délai dans lequel les échanges relatifs au message de notification peuvent être considérés comme étant achevés par l'État membre de condamnation. Cela permet d'éviter qu'un message reste indéfiniment sans réponse ainsi que d'assurer un suivi des échanges ECRIS et de collecter des statistiques relatives aux notifications.

Les modalités de la procédure de notification sont décrites en détail aux points 5.2.1 et 5.2.8 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis".

3.2.1 Message "Notification"

Le message "Notification" est le premier message de la procédure de notification. Il contient les informations relatives aux condamnations et celles concernant les modifications ou suppressions ultérieures. Il est envoyé par l'État membre de condamnation à l'État ou aux États membres de nationalité. Il concerne une seule personne condamnée et contient des informations relatives à une seule condamnation. Les informations obligatoires requises pour la transmission des notifications sont mentionnées à l'article 11 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil et détaillées au point 3.3 du présent manuel. D'autres informations peuvent aussi être utiles pour aider les États membres à identifier une personne clairement et sans ambiguïté. Celles-ci figurent au point 4.3 du présent manuel.

3.2.2 Notification de modifications ultérieures

Chaque fois que des informations inscrites dans le casier judiciaire de l'État membre de condamnation font l'objet de modifications ultérieures, telles qu'une amnistie, une conversion de peine, une révocation de suspension ou une remise de peine, et que ces informations concernent une personne qui est un ressortissant d'un ou de plusieurs autres États membres, le ou les États membres de nationalité devraient recevoir une notification, sans exception, conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil.

La notification doit indiquer qu'il s'agit d'une mise à jour d'une condamnation notifiée précédemment, soit par écrit, soit via le réseau des registres judiciaires (NJR) ou le système ECRIS. Ces modifications ultérieures d'une condamnation doivent être notifiées sur la base de la décision ECRIS appropriée et du paramètre "Type de modification". Il est recommandé d'éviter l'utilisation d'observations non structurées.

Les mises à jour peuvent se faire:

- en mode "instantané": seule la mise à jour la plus récente des informations relatives à une condamnation est présentée;
- en mode "historique": tout l'historique de la condamnation à laquelle s'applique la mise à jour, y compris la plus récente, est transmis à l'État ou aux États membres de nationalité.

3.2.3 Message "Fin de la période de conservation"

La date d'expiration de la période de conservation peut être indiquée dans le premier message de notification d'une condamnation par le paramètre "Date d'expiration de la période de conservation". Lorsque la période de conservation a expiré, l'État membre de condamnation peut en informer le ou les États membres de nationalité en utilisant le message "Fin de la période de conservation". Des précisions à ce sujet figurent au point 8.10 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis".

La plupart des États membres ont indiqué qu'ils enverraient cette notification le jour même où la condamnation cessera d'apparaître dans le casier judiciaire.

- Exemple: si les informations relatives à une condamnation sont conservées jusqu'au 10 juillet 2025, le message "Fin de la période de conservation" sera envoyé le 11 juillet 2025.

3.2.4 Notification de la fixation d'une peine générale

La fixation d'une peine générale consiste à regrouper plusieurs peines pour les remplacer par une seule peine pouvant concerner plusieurs condamnations. Celles-ci ne doivent pas être regroupées dans un seul message de notification et il convient d'observer la procédure suivante:

- un message de notification concernant cette nouvelle condamnation est envoyé (avec ou sans mention des infractions) pour indiquer la fixation de la peine générale, l'identifiant technique unique correspondant étant utilisé pour renvoyer aux condamnations précédentes;
- chaque condamnation concernée par la fixation de la peine générale est ensuite notifiée par l'envoi d'un message distinct.

Exemple: la personne X a fait l'objet d'une condamnation portant sur deux infractions, au terme de laquelle cinq peines lui ont été infligées. Six décisions ont ensuite été prises en ce qui concerne les cinq peines, à savoir:

1. i- Fixation ultérieure d'une peine générale;
2. h- Révocation de la suspension de peine/mesure;
3. j- Interruption de l'exécution/report de la peine/mesure;
4. q- Libération conditionnelle (intervenant avant la fin de la peine dans certaines conditions);
5. n- Fin de peine;
6. r- Réhabilitation (avec ou sans suppression de la peine du casier judiciaire).

Lorsqu'une notification concernant une condamnation est envoyée par le système ECRIS, les dispositions suivantes s'appliquent:

- la DÉCISION doit renvoyer à la CONDAMNATION, s'il en existe une (des décisions factices peuvent être envoyées pour une première notification);
- l'INFRACTION ou les INFRACTIONS doivent renvoyer à la DÉCISION;
- la ou les PEINES doivent renvoyer à l'INFRACTION ou aux INFRACTIONS.

Note: L'exemple donné ci-dessus est un exemple fictif: il se fonde sur un possible scénario de peine générale mais n'a trait à aucune personne réelle.

Si la peine générale a été notifiée sans être accompagnée de précisions sur l'infraction, elle devrait l'être à titre de mise à jour renvoyant à l'identifiant ECRIS relatifs à la précédente notification. Toutefois, il peut arriver qu'un pays attende (s'il sait, par exemple, qu'une personne comparaitra devant un tribunal dans le mois) et envoie toutes les informations en une fois. Dans ce cas, la notification serait envoyée avec toutes les données concernant la condamnation, la décision, l'infraction et les peines initiales mais indiquerait aussi une nouvelle date pour la décision et une peine finale remplaçant les peines prononcées antérieurement.

3.2.5 Réception de la notification

Le message "Réception de la notification" est utilisé par l'État membre de nationalité pour informer l'État membre de condamnation que les informations notifiées ont bien été reçues. Le cas échéant, ce message informera également l'État membre de condamnation qu'une personne a été identifiée clairement et sans ambiguïté à partir des données d'identification fournies. Dans ces circonstances, l'État ou les États membres de nationalité conserveront les données de notification aux fins de retransmission et informeront l'État membre de condamnation que les informations ont bien été reçues.

Lorsqu'un message "Réception de notification" est envoyé, il est possible d'y faire figurer les données d'identification de la personne à laquelle un État membre a associé une notification de condamnation. Cela permet à l'État membre de condamnation d'être informé des données d'identification utilisées dans l'État ou les États membres de nationalité, de même que cela peut être utile lorsque des données incorrectes ou incomplètes sont fournies dans le message de notification initial.

3.2.6 Problème de notification

Le message "Problème de notification" est utilisé par l'État membre de nationalité pour informer l'État membre de condamnation que les informations notifiées précédemment ne peuvent pas être traitées et, en particulier, qu'un problème empêche de les conserver aux fins de retransmission. Lorsqu'un tel message est envoyé, une cause devrait être choisie parmi l'une des quatre valeurs prédéfinies suivantes:

- la personne n'est pas un ressortissant de l'État membre concerné;
- la personne est décédée;
- les (éventuelles) empreintes digitales transmises ne correspondent pas à l'identité communiquée;
- plusieurs personnes sont identifiées.

Le message "Problème de notification" ne devrait être envoyé que lorsqu'un État membre ne compte pas conserver les données de notification aux fins de retransmission. Comme il s'agit d'un message final, aucun message "Réception de la notification" n'est à attendre. L'envoi d'informations précisant pourquoi une notification ne peut être conservée permet à l'État membre de condamnation d'en tenir compte pour l'avenir. Cela peut diminuer le nombre de notifications rejetées. Si aucune raison n'est communiquée, il reste possible d'envoyer une modification, mais un problème se pose si la notification initiale n'a pas été conservée par l'État membre destinataire.

L'utilisation du message "Erreur fonctionnelle" et du code "MAN-1" pour rejeter une notification signifie que les données reçues sont inutilisables. Cette situation est problématique en raison du manque d'informations fournies sur la cause du rejet. Si une notification ne peut pas être traitée, cela devrait être signalé par un message "Problème de notification" structuré, en choisissant l'une des causes prédéfinies possibles.

Un message "Erreur fonctionnelle" accompagné du code "MAN-1" ne devrait être utilisé que dans des cas extrêmement rares, lorsque les données figurant dans le message de notification n'ont aucun sens, et le problème devrait alors être décrit dans le champ "Observations".

3.2.7 Message "Annulation"

Un message "Annulation" signifie l'annulation d'un message ECRIS envoyé par erreur. Les raisons pour lesquelles un tel message est envoyé peuvent notamment être les suivantes:

- un message a été envoyé par erreur au mauvais État membre;
- en réponse à une demande, un utilisateur a créé et envoyé un message contenant des informations relatives à la condamnation d'une autre personne que celle visée par la demande;
- un utilisateur a créé et envoyé un message contenant des données à caractère personnel incorrectes;
- un utilisateur a envoyé un message "Problème de notification" indiquant que la personne est décédée et réalise plus tard qu'il s'agit d'une erreur.

Les délais d'envoi d'un message "Annulation" dépendent du type de message qui doit être annulé. Une demande peut être annulée dans un délai fixé à dix ou vingt jours ouvrables en fonction du motif de la demande. Une réponse à une demande peut être annulée jusqu'à sept jours après l'expiration du délai. Les notifications et les réponses aux notifications peuvent être annulées dans un délai de trente jours⁵.

⁵ Voir point 3.1.1.

3.3 Informations obligatoires requises et données facultatives à des fins d'échange, de stockage et de retransmission

En vertu de l'article 11 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil, l'autorité centrale de l'État membre de condamnation doit transmettre les informations obligatoires mentionnées ci-dessous, sauf si ces informations, dans des cas particuliers, ne sont pas connues de l'autorité centrale. De plus, la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil énumère les informations complémentaires et facultatives qui peuvent également être transmises si elles sont disponibles.

Informations obligatoires concernant la personne faisant l'objet de la condamnation:

- nom, prénoms
- date de naissance
- lieu de naissance (ville et pays):
- sexe
- nationalité
- nom(s) précédent(s) (le cas échéant):

Informations obligatoires concernant la nature de la condamnation:

- date de la condamnation,
- nom de la juridiction,
- date à laquelle la décision est devenue définitive.

Informations obligatoires concernant l'infraction ayant donné lieu à la condamnation:

- date de l'infraction ayant entraîné la condamnation,
- nom ou qualification juridique de l'infraction et référence aux dispositions légales applicables.

Informations obligatoires concernant le contenu de la condamnation:

- peine prononcée,
- peines complémentaires éventuelles,
- mesures de sûreté,
- décisions ultérieures modifiant l'exécution de la peine.

Informations facultatives qui peuvent être transmises si elles figurent dans le casier judiciaire:

- nom des parents de la personne condamnée,
- numéro de référence de la condamnation,
- lieu de l'infraction,
- déchéances consécutives à la condamnation.

Informations complémentaires qui peuvent être transmises si l'autorité centrale y a accès:

- numéro d'identité de la personne condamnée ou type et numéro de sa pièce d'identité,
- empreintes digitales de cette personne;
- pseudonymes et/ou alias éventuels (le cas échéant).

Conformément à la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil, les États membres peuvent aussi indiquer, lorsqu'ils transmettent des données, si ces informations peuvent être retransmises par l'État membre qui les a reçues à d'autres États membres à des fins autres qu'une procédure pénale.

On trouvera sur le site web du CIRCABC, qui précise les exigences par pays en matière d'identification, d'autres informations pouvant être utiles à l'État membre requis. Les points 5.4 à 5.4.8 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis" donnent des précisions supplémentaires sur l'interrogation des registres nationaux à partir des données d'identité qui ont été fournies.

3.4 Utilisation des paramètres

Des paramètres ont été établis pour permettre l'automatisation complète des échanges et devraient être utilisés chaque fois que cela est nécessaire et applicable. On évitera ainsi d'avoir à introduire des informations complémentaires dans le champ des observations et, de ce fait, il ne sera plus nécessaire d'intervenir manuellement. Les paramètres sont utilisés, par exemple, pour exprimer certaines "conditions" qui s'appliquent aux infractions et aux sanctions, soit au stade initial, soit ultérieurement pour désigner le type de modification apportée lorsqu'il est signalé, via la procédure de notification, qu'une décision a été modifiée.

En cas de modification ultérieure, il convient d'ajouter celle-ci aux précédentes informations relatives à la condamnation qui sont identifiées à l'aide d'un identifiant unique dans le système ECRIS, en ajoutant une nouvelle entité "décision" ainsi que les renvois appropriés aux infractions et aux sanctions. Il est préférable de procéder de cette manière, plutôt que d'envoyer un nouveau message de notification qui pourrait faire croire à tort qu'il s'agit d'une condamnation tout à fait nouvelle. On trouvera des exemples complets de cette procédure au point 8.1.2 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis".

- Exemple: dans le cas d'une personne qui a été complice ou instigatrice d'un vol, l'infraction de vol devrait être inscrite dans le système ECRIS, en y adjoignant le paramètre "H" (complice et instigateur, organisateur, association de malfaiteurs).

- Cette personne est condamnée à une peine de prison de deux ans pour le vol en question, avec une suspension de six mois. Il convient ici d'adjoindre le paramètre "a" (suspension de peine/mesure) à la mention de la peine prononcée. La condamnation se lirait ainsi en deux parties, comme suit:
 - peine prononcée (deux ans de prison),
 - paramètre (suspension de six mois).

Plus tard, la personne concernée est graciée pour cette infraction. Il convient de le notifier en adjoignant le paramètre "o", à la mention de la condamnation initiale.

Il importe de faire la distinction entre sanction et paramètre et de veiller à ce que les paramètres ne soient pas transmis par erreur en tant que peine. Un autre exemple en est la définition d'une sanction afin d'établir si elle constitue une peine ou une mesure. Comme il est précisé dans le tableau ci-dessous, il convient d'utiliser le paramètre "ø" et "m" pour désigner respectivement une peine ou une mesure. Ces paramètres servent à qualifier le type de sanction.

L'annexe B de la décision 2009/316/JAI du Conseil contient une liste de paramètres qui peuvent être appliqués à des mentions dans le système ECRIS lorsque des informations supplémentaires concernant certains éléments doivent être apportées. Ces paramètres figurent dans le tableau ci-dessous. Les points 3.7 à 3.13 et 7.3.10 à 7.3.14 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis" donnent des exemples de cas où des paramètres sont appliqués à des sanctions, et décrivent différents scénarios correspondants. Un tableau reprenant ces paramètres figure ci-dessous.

Tableau 1. Paramètres

Paramètres applicables aux infractions	
M	Auteur de l'infraction
H	Complice ou instigateur, organisateur, association de malfaiteurs
C	Acte réalisé
A	Tentative ou préparation
Ø	Élément non transmis
S	Irresponsabilité pénale/ Troubles mentaux ou responsabilité diminuée
R	Récidive
Paramètres applicables aux sanctions	
ø	Peine
m	Mesure
a	Suspension de peine/mesure
b	Suspension partielle de peine/mesure
c	Suspension de peine/mesure assortie d'une probation/ surveillance
d	Suspension partielle de peine/mesure assortie d'une probation/surveillance
e	Conversion de peine/mesure
f	Peine alternative/mesure imposée en tant que peine principale
g	Peine/mesure alternative initialement imposée en cas de non-respect de la peine principale
h	Révocation de la suspension de peine/mesure
i	Fixation ultérieure d'une peine générale
j	Interruption de l'exécution/ report de la peine/ mesure (1)
k	Remise de peine
l	Remise d'une peine suspendue
n	Fin de peine
o	Grâce
p	Amnistie
q	Libération conditionnelle (intervenant avant la fin de la peine)
r	Réhabilitation (avec ou sans suppression de la peine du casier judiciaire)
s	Sanction spécifique aux mineurs
t	Décision non pénale (2)
erp	Fin de la période de conservation

Remarque:

- (1) N'a pas pour effet d'éviter l'exécution de la peine.
- (2) Ce paramètre n'est indiqué que si les informations sont transmises en réponse à une demande reçue par l'État membre de nationalité de la personne concernée.

3.4.1 Utilisation de la valeur "INCONNU"

La valeur "INCONNU" dite aussi valeur "factice" peut être utilisée dans tous les champs impératifs, mais il convient d'y avoir recours le moins possible. Le système ECRIS a été conçu pour contenir des quantités importantes d'informations codifiées et normalisées, sur la base de facteurs communs requis pour chaque État membre afin de garantir le bon fonctionnement des échanges.

S'il peut arriver, occasionnellement, que des circonstances inhabituelles obligent à utiliser la valeur "INCONNU", les États membres devraient normalement s'efforcer, dans la mesure du possible, de fournir les informations requises dans chaque champ ECRIS.

3.5 Utilisation du champ des observations

Les champs des observations prévus par le système ECRIS sont de simples champs de texte libre permettant d'apporter des informations complémentaires de nature variée que l'autorité centrale émettrice souhaite transmettre à l'autorité centrale destinataire concernant le message ou l'entité et qu'il n'a pas été possible d'inscrire dans d'autres champs.

Il importe que les champs des observations soient utilisés à bon escient. Les États membres doivent utiliser les éléments de données structurées et n'utiliser les observations que pour des informations pour lesquelles aucun espace réservé approprié n'a été prévu. Les observations ne devraient servir qu'à préciser ou à clarifier la décision ultérieure concernée lorsque l'État membre estime que le paramètre "type de modification" n'est pas suffisamment précis.

- Exemple: dans le cas d'une décision ultérieure de grâce, c'est le paramètre "type de modification" le plus approprié, c'est-à-dire "o", défini pour le système ECRIS, qui devrait être utilisé.
- Exemple: lorsque la sanction "2001 - Interdiction de se rendre dans certains lieux" est appliquée, le champ des observations devrait être utilisé pour préciser les lieux dans lesquels il est interdit à la personne de se rendre.

3.6 Échange d'empreintes digitales

Conformément à l'article 11 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil, les empreintes digitales sont transmises si l'autorité centrale y a accès (informations complémentaires). Les empreintes digitales sont des informations facultatives que tous les États membres ne vont donc pas forcément envoyer. Dans le cadre du système ECRIS, les empreintes digitales sont échangées à l'aide de fichiers NIST (*National Institute of Standards and Technology*, États-Unis).

Si un État membre indique qu'il utilise le mode "push" pour procéder à l'échange d'empreintes digitales, cela signifie que le point terminal dans l'État membre destinataire participe sans réserve à l'échange d'empreintes digitales. Dans ce cas, les fichiers NIST sont directement inclus dans tous les messages ECRIS sortants envoyés à cet État membre.

Si un État membre indique qu'il utilise le mode "pull" pour l'échange d'empreintes digitales, cela signifie que le point terminal dans l'État membre destinataire est partie prenante de l'échange d'empreintes digitales, mais qu'il ne peut accepter les fichiers NIST qu'après une demande exprès en ce sens. Dans ce cas, les fichiers NIST ne sont pas directement inclus dans tous les messages ECRIS sortants envoyés à cet État membre. Les fichiers NIST ne seront transmis à l'État membre destinataire que lorsque celui-ci aura expressément demandé la transmission électronique des empreintes digitales à l'aide du message "Demande d'informations complémentaires".

- Exemple 1: L'État membre 1 envoie une notification à l'État membre 2, les empreintes digitales étant jointes au message. L'État membre 2 est enregistré comme utilisant le mode "pull" pour les empreintes digitales, aussi reçoit-il, avec la notification, l'indication de l'existence d'empreintes digitales. L'État membre 2 pourra ultérieurement, dans une réponse à une demande d'informations complémentaires, recevoir les empreintes digitales en pièce jointe.
- Exemple 2: L'État membre 2 envoie une notification à l'État membre 1 qui est enregistré comme utilisant le mode "push" pour les empreintes digitales; lorsqu'il reçoit la notification, il reçoit donc automatiquement le fichier d'empreintes en pièce jointe.

3.7 Ressortissants de pays tiers

Le terme "ressortissant de pays tiers" (TCN) désigne toute personne qui n'est pas un ressortissant de l'un des États membres de l'UE ni, par extension, un citoyen de l'UE. Ce terme peut aussi désigner une personne présumée "apatride", ce qui signifie que le pays de nationalité ne peut pas être identifié.

Il découle de l'article 7 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil, intitulé "Réponse à une demande d'informations sur les condamnations", que les demandes ne sont pas limitées aux citoyens de l'UE et peuvent concerner des ressortissants de pays tiers ou d'un autre État membre de l'UE. Les demandes et réponses à des demandes de cette nature devraient être faites conformément au droit national de l'État membre requérant et de l'État membre requis. Un État membre peut être amené à devoir faire une telle demande d'informations dans certaines circonstances. Il peut estimer qu'il convient d'envoyer une demande concernant un ressortissant de pays tiers lorsque la personne faisant l'objet de la demande a notoirement résidé dans le pays visé par la demande ou eu des liens importants avec celui-ci. Il importe de noter que l'on part du principe que les autorités requérantes des États membres ne vont introduire de demandes concernant des ressortissants de pays tiers que dans les cas où ils peuvent raisonnablement escompter que l'État membre requis possède des informations sur la personne en question.

- Exemple: Une personne qui n'a pas la nationalité d'un État membre de l'UE est condamnée dans un État membre 1 et informe la police qu'elle a résidé dans un autre État membre, l'État membre 2, pendant cinq ans. L'État membre 1 peut utiliser cette information pour adresser une demande d'informations à l'État membre 2, au motif que, durant le séjour prolongé de la personne concernée dans cet État, une autre condamnation pourrait avoir été prononcée à son encontre.

Les tableaux de références communs où figurent des valeurs préétablies par pays concernent tous les pays connus, et prévoient une valeur spéciale pouvant être utilisée pour les apatrides. Cela permet de saisir la nationalité exacte dans le cas des ressortissants de pays tiers.

3.8 Demande concernant un ressortissant d'un autre État membre de l'UE

Le point 5.3.2 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis" indique qu'il est possible d'adresser une demande d'informations à l'autorité centrale d'un État membre qui n'est pas l'État de nationalité de la personne concernée. Cela peut se produire lorsque, suite à une demande adressée à des fins autres qu'une procédure pénale, l'État membre de nationalité de la personne concernée répond en informant le pays requérant de l'existence de condamnations dans un autre État membre.

Avant la mise en œuvre du système ECRIS, il n'était pas obligatoire de transmettre les condamnations prononcées à l'étranger à l'État membre de nationalité de la personne concernée. Il est donc possible que certaines notifications n'aient pas été adressées à l'État membre de nationalité de la personne concernée, y compris les mises à jour associées à ces notifications.

- Exemple: un ressortissant de l'État membre 1 est condamné dans l'État membre 2. Il fait actuellement l'objet d'une procédure pénale dans l'État membre 3, qui pense que des condamnations ont été prononcées contre ce ressortissant dans l'État membre 2. Lorsqu'une demande d'informations est adressée à l'État membre 1, pays de nationalité, la réponse est "aucune condamnation".

Cela met en évidence un scénario dans lequel un État membre peut souhaiter adresser une demande d'informations sur les condamnations à un État membre dans lequel une personne a été condamnée, alors même que cette information n'a pas été transmise à l'État membre de nationalité de la personne concernée. Ce type de demande n'est prévu ni dans le document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis", ni dans la décision 2009/316/JAI du Conseil, ni dans la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil.

C'est un point délicat et deux solutions possibles ont été examinées lors de la réunion des experts ECRIS qui s'est tenue en février 2013.

- Option 1 - dans le cas où l'État membre requérant peut raisonnablement escompter que le pays de condamnation dispose d'informations sur la personne concernée, une demande peut être adressée audit pays. Le pays de condamnation répond alors en joignant la condamnation, et envoie une nouvelle notification à l'État membre de nationalité.
- Option 2 - l'État membre requérant informe le pays de nationalité qu'il peut raisonnablement supposer qu'un autre pays a prononcé des condamnations à l'encontre de son ressortissant, sans que celles-ci lui aient été communiquées. L'État membre de nationalité adresse alors une demande d'informations au pays de condamnation, puis transmet les informations reçues au pays requérant initial.

La communication bilatérale est encouragée afin de trouver le meilleur moyen de garantir la réception des informations relatives aux condamnations.

3.9 Conditions d'utilisation des données à caractère personnel

L'article 9 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil contient un certain nombre de principes quant à l'utilisation ultérieure qui peut être faite des données à caractère personnel obtenues dans le cadre de l'échange d'informations sur les condamnations. Ces principes concernent trois aspects principaux:

- 1) l'utilisation de données à caractère personnel obtenues aux fins d'une procédure pénale et à des fins autres qu'une procédure pénale,
- 2) l'utilisation de données à caractère personnel pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique,
- 3) la transmission de données à caractère personnel à des pays tiers.

L'article 9 dispose principalement ce qui suit:

- Les données à caractère personnel communiquées aux fins d'une procédure pénale ne peuvent être utilisées par l'État membre requérant qu'aux fins de la procédure pénale pour laquelle elles ont été demandées,
- Les données à caractère personnel communiquées à des fins autre qu'une procédure pénale ne peuvent être utilisées par l'État membre requérant, conformément à son droit national, qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées,
- Les données obtenues par un État membre à des fins autres qu'une procédure pénale doivent être utilisées dans les limites précisées par l'État membre requis,
- Nonobstant les points qui précèdent, les données à caractère personnel peuvent être utilisées par l'État membre requérant pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique,
- Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les données à caractère personnel reçues d'un autre État membre au titre de l'article 4 (Obligations incombant à l'État membre de condamnation), lorsqu'elles sont transmises à un pays tiers en vertu de l'article 7 (Réponse à une demande d'informations sur les condamnations), soient soumises aux mêmes limites d'utilisation que celles qui s'appliquent aux États membres requérants.
- Les États membres précisent que les données à caractère personnel, lorsqu'elles sont transmises à un pays tiers aux fins d'une procédure pénale, ne peuvent ensuite être utilisées par ce pays qu'aux seules fins d'une procédure pénale.

Les conditions pour l'utilisation de données à caractère personnel établies à l'article 9 ne s'appliquent pas aux données à caractère personnel obtenues par un État membre au titre de la décision-cadre si ces informations proviennent de cet État membre.

3.10 Traduction

L'inclusion dans le système ECRIS de tableaux de références et d'éléments d'information normalisés permet la traduction automatique de certaines données.

Lorsque le système ECRIS ne prévoit pas de traduction automatique, des notifications peuvent être reçues de l'État membre de condamnation dans une langue autre que les langues officielles du ou des États membres de nationalité. La notification peut devoir être traduite par l'État membre de réception avant que son autorité centrale ne puisse l'utiliser, notamment pour inscrire l'information concernée au casier judiciaire national.

Les notifications doivent être effectuées dans la ou l'une des langues officielles de l'État membre de condamnation.

Les demandes doivent être envoyées dans l'une des langues officielles de l'État membre requis. L'État membre requis répond soit dans une de ses langues officielles, soit dans une autre langue acceptée par les deux États membres. Lorsque des informations sur des condamnations pénales provenant d'un troisième État membre sont conservées dans le ou les États membres de nationalité, il peut être nécessaire, avant de les retransmettre, de les traduire dans une langue officielle de l'État membre requis ou dans toute autre langue acceptée aussi bien par l'État membre requis que par l'État membre requérant.

On trouvera sur le site web du CIRCABC un tableau indiquant les langues acceptées par chaque État membre. L'anglais est de plus en plus largement accepté par les États membres de l'UE, ainsi qu'il ressort du tableau⁶.

⁶ Voir chapitre 4, point 2.

4. INFORMATIONS SPÉCIFIQUES PAR PAYS

Les informations qui relèvent de la présente partie du manuel ont été communiquées par les États membres et sont fournies uniquement à titre d'information. Chacun des documents mentionnés dans la présente partie a été incorporé au système et tous sont des documents évolutifs pour lesquels il incombe à chaque État membre de mettre à jour les sections qui le concernent.

Les documents décrits dans la présente partie sont également hébergés par le groupe d'intérêt de l'ESP sur CIRCABC.

On trouvera également sur le site web du CIRCABC la procédure à suivre pour effectuer des mises à jour ou des modifications dans la section correspondant à chaque pays.

4.1 Coordonnées des autorités centrales

Conformément à l'article 3 de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil, les États membres sont tenus de désigner une autorité centrale. L'autorité centrale de chaque État membre assure l'échange d'informations sur les condamnations conformément aux règles établies dans la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil. Chaque État membre informe le Secrétariat général du Conseil et la Commission de la ou des autorités centrales désignées. Le Secrétariat général du Conseil communique ensuite cette information aux États membres.

Les coordonnées pour chaque État membre peuvent notamment être utilisées pour des enquêtes particulières ou pour communiquer au niveau bilatéral.

4.2 Régime linguistique

Comme il est énoncé au point 3.9, les demandes et les réponses aux demandes devraient être envoyées dans l'une des langues officielles de l'État membre requérant ou de l'État membre requis.

Un tableau figurant sur le site web du CIRCABC indique les positions des États membres en ce qui concerne le régime linguistique pour la réception de demandes. On y précise les langues qui sont acceptées par les différents pays pour la réception des demandes, et celles qu'ils utilisent pour répondre aux demandes.

4.3 Identification des délinquants

Chaque État membre utilise diverses données à caractère personnel pour identifier les personnes dans son registre national et son casier judiciaire. La décision 2009/316/JAI du Conseil dispose que le manuel établit la procédure pour l'échange d'informations au moyen du système ECRIS, en mentionnant en particulier les différentes méthodes utilisées pour identifier les délinquants.

4.3.1 Exigences par pays en matière d'identification

Le point 3.15 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis" précise les exigences obligatoires et impératives en matière d'identification à appliquer dans le système ECRIS, qui concernent les champs d'identification utilisés pour l'envoi de notifications et de demandes d'informations:

- obligatoires: les États membres sont légalement tenus de fournir ces informations, sauf dans des cas particuliers où ils n'en disposent pas;
- impératives: fournir ces informations correspond à une nécessité opérationnelle, et une valeur doit être indiquée d'un point de vue technique, mais ce n'est pas une obligation légale. Des valeurs factices peuvent être utilisées si les informations impératives ne sont pas connues.

Les données énumérées dans la liste ci-dessous, qui proviennent du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis", peuvent servir à identifier un délinquant dans le casier judiciaire de tout État membre. Les informations obligatoires suivantes doivent figurer dans les champs ECRIS impératifs:

- prénom,
- nom,
- sexe,
- date de naissance,
- lieu de naissance (ville et pays),
- nationalité.

Dans les champs non-impératifs suivants figurent des renseignements complémentaires d'identification dont la transmission est possible:

- deuxième nom de famille,
- nom complet dans un format non structuré,
- prénom antérieur,
- nom de famille antérieur
- deuxième nom de famille antérieur,
- prénom de la mère,
- nom de famille de la mère
- deuxième nom de famille de la mère,
- prénom du père,
- nom de famille du père,
- deuxième nom de famille du père,
- numéro d'identité,
- pièce d'identité,
- adresse,
- pseudonyme ou alias (nom et date de naissance),
- empreintes digitales.

Dans le cas d'une personne qui a plusieurs noms de famille, il est important que l'État membre les enregistre tous. Les informations doivent être présentées dans l'ordre où elles apparaissent sur les documents d'identité correspondants de la personne concernée ou, à défaut, dans l'ordre exact vérifié auprès de la personne elle-même.

Il est recommandé aux États membres de se familiariser avec la procédure d'identification spécifique des autres États membres pour que l'échange entre casiers judiciaires soit aussi efficace que possible.

Lorsque, exceptionnellement, des données d'identification manquent lors de l'envoi d'une demande ou d'une notification, il est recommandé de contacter le pays de réception, car il peut néanmoins être possible de traiter les informations sans les données d'identification manquantes.

4.3.2 Procédure de confirmation d'identité

Le lien figurant ci-dessous permet d'accéder à des informations sur les registres qui sont utilisés pour l'identification des personnes, par exemple le casier judiciaire ou un registre national des ressortissants.

4.4 Obtenir des copies des condamnations

L'article 4, paragraphe 4, de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil dispose ce qui suit:

"L'État membre qui a fourni les informations en vertu des paragraphes 2 et 3 communique à l'autorité centrale de l'État membre de nationalité, à la demande de ce dernier dans des cas particuliers, copie des condamnations et des mesures ultérieures ainsi que tout autre renseignement s'y référant pour lui permettre de déterminer si ces condamnations et mesures ultérieures requièrent de prendre des mesures au niveau national."

Dans la pratique, ce n'est pas toujours l'autorité centrale qui est en mesure d'obtenir une copie de la condamnation originale demandée par un autre État membre. Un document d'orientation indique les procédures suivies dans les différents pays, dans le cas d'une autorité centrale qui demande des informations supplémentaires sur les condamnations d'une personne. Ce document détaille les procédures suivies par les autorités centrales lorsque ce type d'information est demandé, et la marche à suivre par les États membres lorsqu'ils demandent des informations supplémentaires sur des condamnations.

4.5 Règles en matière de conservation et de suppression

L'article 4, paragraphe 3, de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil dispose ce qui suit:

"Les informations relatives à une modification ou à une suppression ultérieure des informations contenues dans le casier judiciaire sont transmises sans délai par l'autorité centrale de l'État membre de condamnation à l'autorité centrale de l'État membre de nationalité."

Ainsi, aux termes de l'article 5, paragraphe 2,

"Toute modification ou suppression d'une information transmise conformément à l'article 4, paragraphe 3, entraîne une modification ou suppression identique par l'État membre de nationalité (...)".

Bien que le terme "sans délai" n'ait pas été défini dans ce contexte, il est recommandé aux États membres de tenir compte des risques qu'entraîne le fait de ne pas communiquer les informations sur l'expiration des peines peu après que la modification ait été apportée. Il est donc recommandé que l'État membre de condamnation informe le ou les États membres de nationalité aussi rapidement qu'il est matériellement possible qu'une information relative à une condamnation a été modifiée.

L'État membre de condamnation a l'obligation d'informer le ou les États membres de nationalité lorsqu'une condamnation doit être supprimée. Une fois que le ou les États membres de nationalité ont été informés de la suppression, les informations relatives à cette condamnation ne doivent pas être retransmises à d'autres États membres. Un document d'orientation a été établi; il expose les règles relatives à la conservation et suppression des données et les recommandations appliquées en la matière dans les différents pays européens.

4.6 Échanges à des fins autres qu'une procédure pénale

L'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil prévoit qu'une demande d'informations sur les condamnations peut être faite à des fins autres qu'une procédure pénale. Les demandes de cette nature doivent être faite conformément au droit national de l'État membre requérant et les réponses, conformément au droit national de l'État membre requis et comme indiqué à l'article 7, paragraphe 2.

Dans leur réponse, les États membres peuvent envoyer une liste d'États membres pouvant être contactés pour recevoir des informations complémentaires sur les condamnations, comme indiqué aux points 5.3.13 et 5.3.14 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis".

Un Guide de référence pour les demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale contient les informations suivantes:

- États membres pouvant accepter des demandes,
- législation régissant le partage d'informations sur les condamnations,
- arrangements conclus au niveau bilatéral avec d'autres États membres,

- tarifs appliqués pour les réponses aux demandes,
- exigence relative au consentement de la personne concernée,
- législation en vertu de laquelle une personne peut obtenir une copie de son casier judiciaire,
- organisations effectuant des contrôles internes,
- niveau de divulgation des informations à l'État membre requérant,
- exigence quant au motif pour lequel une demande est transmise, et conséquence éventuelle pour le niveau de divulgation,
- fins spécifiques auxquelles une réponse à une demande peut être envoyée.

On trouvera sur le site web du CIRCABC un rapport intitulé "Report on the Exchange of Criminal Records for Purposes Other Than Criminal Proceedings" (rapport sur les échanges d'extraits de casier judiciaire à des fins autres qu'une procédure pénale). Ce rapport fait état de la diversité des procédures suivies dans les différents États membres pour échanger des extraits de casiers judiciaires à des fins autres qu'une procédure pénale. Il précise par exemple si le consentement de la personne concernée est exigé, et si les États membres fournissent une copie intégrale ou un extrait du casier judiciaire.

Ni la décision 2009/316/JAI du Conseil ni la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil n'établissent une quelconque obligation d'échanger des informations sur des décisions non pénales, pas plus qu'elles n'imposent de régime de tarification pour ces échanges.

Le Guide de référence pour les demandes adressées à des fins autres qu'une procédure pénale se trouve sur le site web du CIRCABC.

4.7 Jours fériés

Comme il est expliqué au point 3.1.1, les réponses aux demandes ont lieu en fonction du calendrier propre à l'État membre requis, compte tenu des jours fériés et des jours de fermeture des bureaux. Le lien figurant ci-dessous permet d'accéder à un tableau des jours fériés dans chaque État membre.

4.8 Tableaux de références communs

Des tableaux de références communs sont intégrés dans le logiciel ECRIS. Il s'agit d'une liste de valeurs préétablies, communes à tous les États membres. Les informations fournies par chaque État membre sont traduites par certains États membres dans leur(s) langue(s) officielle(s).

D'un point de vue technique, les informations pour ces éléments normalisés sont transmises par l'État membre expéditeur à l'aide d'un code technique de façon à ce que le logiciel ECRIS de l'État membre destinataire puisse traiter automatiquement ces informations, ce qui réduit la nécessité de les traduire ou de les transcrire.

Les tableaux de références communs sont tenus à jour par la Commission européenne. La procédure de mise à jour des tableaux de références communs est indiquée sur le site web du CIRCABC et au point 7.1.4 du document intitulé "ECRIS Technical Specifications Business Analysis".

4.9 Liste des infractions et des sanctions nationales

Aux termes de l'article 5 de la décision 2009/316/JAI du Conseil, les États membres sont invités à communiquer les listes des infractions et sanctions nationales correspondant à des codes spécifiques qui figurent aux annexes A et B de la décision du Conseil.

Les informations figurant à l'annexe A comprennent la désignation ou la qualification juridique de l'infraction et la mention des dispositions légales applicables. Les informations figurant à l'annexe B comprennent la liste des types de peines, peines complémentaires éventuelles et mesures de sûreté, ainsi que des éventuelles décisions ultérieures modifiant l'exécution de la peine, telles que définies par le droit national.

Les États membres peuvent ajouter une brève description des éléments constitutifs de l'infraction et de la sanction concernée. On pourra consulter grâce au lien ci-dessous les listes des infractions et des sanctions correspondant à chaque pays, qui doivent être régulièrement mises à jour par les États membres en concertation avec le personnel technique et la Commission européenne.

5. ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CIRCABC- Communication and Information Resource Centre for Administrations, Businesses and Citizens (centre de ressources de communication et d'information pour les administrations, les entreprises et les citoyens)

COPEN- Groupe "Coopération en matière pénale"

CRT- Common Reference Tables (Tableaux de références communs)

ECRIS- Système européen d'information sur les casiers judiciaires

ECRIS RI- ECRIS Reference Implementation (mise en œuvre des références de l'ECRIS)

RJE- Réseau judiciaire européen

ESP- ECRIS Support Programme (Programme d'appui à l'ECRIS)

UE - Union européenne

NIST- National Institute of Standards and Technology

NJR- Network of Judicial Registers (Réseau des registres judiciaires)

sTESTA- Services télématiques transeuropéens sécurisés entre administrations

TCN- Third Country Nationals (ressortissants de pays tiers)